

# PAS DE CHASSE AUX SORCIÈRES À L'UNIVERSITÉ

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 23 FÉVRIER 2021

L'université française est aujourd'hui confrontée à une double crise. D'une part, la mise en place de la loi de programmation pour la recherche n'en finit pas de mécontenter ses principaux acteurs (enseignants, chercheurs, étudiants...) et d'autre part, la pandémie les plonge, surtout les étudiants, dans des difficultés matérielles et psychologiques majeures. Face à ces réalités, la ministre de l'Enseignement supérieur était restée jusqu'à présent bien silencieuse. Si elle a enfin retrouvé la voix, ce n'est pas pour prendre en compte ces questions et les affronter, mais pour dénoncer un « islamo-gauchisme » qui, selon elle, gangrènerait l'université. L'attaque, portée à l'origine par l'extrême droite, n'est pas nouvelle et permet de se répandre en anathèmes contre politiques, universitaires, associations, voire certaines autorités indépendantes comme la Défenseure des droits ou la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH)... Tout cela témoigne de la plus grande confusion intellectuelle mais au fond peu importe. Selon ces pourfendeurs de « l'islamo-gauchisme », tous les accusés sont avant tout coupables de cécité face aux dangers de l'islamisme, voire même de collusion avec celui-ci. Depuis quelque temps, cette thématique est malheureusement reprise dans les plus hautes sphères gouvernementales.

Le discours officiel vise l'islamisme radical mais désigne, en fait, un ennemi de l'intérieur qu'il conviendrait de juguler. En juin 2020, le président de la République avait déjà reproché à certains universitaires de contribuer à fracturer la société en ethnicisant la question sociale. Quant à Jean-Michel Blanquer ou Gérard Darmanin, on ne compte plus leurs sorties visant à jeter de l'huile sur le feu. Le projet de loi confortant les principes républicains vient encore de confirmer ces choix politiques.

Avec ses déclarations, Frédérique Vidal adopte la même posture de dénonciation. Ses propos ont immédiatement suscité d'innombrables réactions d'un milieu universitaire qui doit faire face à des difficultés sans précédent et qui s'est, à juste titre, senti diffamé. Nombreuses sont les voix qui ont dénoncé le manque de fondement scientifique du concept « d'islamo-gauchisme », les amalgames auxquels la ministre a procédé en mélangeant les travaux sur la race, les études postcoloniales et... le drapeau confédéré, en faisant comme si les études qu'elle entendait dénoncer étaient aujourd'hui majoritaires au sein des sciences sociales. Au-delà même d'une éventuelle incompétence, il y a là une volonté inadmissible de délégitimer différents champs de la recherche et d'instrumentaliser celle-ci à des fins politiques.

En demandant au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) de procéder à une enquête pour faire le bilan de ce que leurs collègues universitaires enseignent, la ministre s'est fourvoyée sur le rôle du CNRS. En réalité, elle vise à mettre en place une sorte de police de la pensée qui rappelle ce qui se passe déjà dans certains pays où certaines thématiques sont d'ores et déjà interdites d'enseignement. Elle remet en cause la liberté académique indispensable à la démarche scientifique et à l'avancée des connaissances. La Ligue des droits de l'Homme (LDH), solidaire des chercheurs, ne saurait le tolérer et dénoncera toute tentative de mise au pas de la recherche universitaire.

Ligue  
des droits de  
l'Homme

FONDÉE EN 1898

